

*Les crédits*

nements, des personnages politiques et des institutions nationales.

Lorsque notre leader à la Chambre a présenté cette motion de défiance, ce matin, il l'a fait non pour le plaisir de faire des vagues, mais pour exprimer l'humeur de quelque 26 millions de Canadiens disséminés sur le territoire d'un océan à l'autre. Tous les sondages et toutes les compilations révèlent qu'environ 85 p. 100 des Canadiens n'aiment pas leur gouvernement national et n'en veulent plus. Ça veut dire que seulement 15 p. 100—et je ne sais vraiment pas d'où ils sortent—enfin, seulement 15 p. 100 ont encore quelque peu confiance dans le leadership du gouvernement national.

À notre avis, ces chiffres sont alarmants et devraient l'être pour les députés d'en face. En effet, comment peut-on diriger et inspirer un pays quant 85 personnes sur 100 refusent de nous suivre et non seulement ça, ont fait savoir dans une série de sondages que c'en était fini des conservateurs?

• (1740)

Je ne veux pas dire que tous les sondages sont exacts ou qu'à partir de maintenant toutes les élections sont réglées d'avance. Non. Je veux dire et c'est ce que dit cette motion, que notre pays est psychologiquement fatigué de la façon dont le gouvernement dirige le pays.

Prenez un sondage après l'autre. Il en ressort que les Canadiens veulent des élections. Ils veulent des élections de façon à redonner à leur pays, le Canada, un peu d'air frais, d'air pur. Je ne dis pas que nous sommes parfaits, que nous avons la réponse à tout ou que nous sommes en fait l'autre solution. Nous devons le prouver pour le mériter.

Nous ferons certes notre part et nous nous efforcerons de prouver que nous sommes capables, prêts et à même de satisfaire les aspirations des Canadiens si, en fait, les gens veulent bien nous accorder leur confiance. Ce que nous désirons et ce que les citoyens réclament de toute évidence, c'est que les Canadiens aient l'occasion de se prononcer.

Après tout, très bientôt, quand l'automne sera à notre porte, le gouvernement en sera à la quatrième année de son mandat. Le premier ministre, avant d'occuper cette fonction, a toujours soutenu que le mandat des gouvernements ne devrait pas dépasser quatre ans. Le mandat de quatre ans, c'est une tradition très valable de notre pays. Le premier ministre a affirmé que, peu importe les circonstances, un gouvernement ne devrait jamais diriger pendant plus de quatre ans.

Voilà qu'aujourd'hui ce même premier ministre signale aux Canadiens qu'ils devraient oublier toute possibilité

d'élection avant 1993. Nous en serions alors à la cinquième année du mandat du gouvernement. C'est commode, pour le premier ministre, de défendre aujourd'hui les concepts qui lui répugnaient il y a quelques années à peine.

Or, le message que les Canadiens adressent au gouvernement actuel, c'est que le gouvernement n'est pas le jouet du premier ministre. Le pays ne lui appartient pas et il ne peut le soumettre à des expériences en lui imposant un Accord de libre-échange canado-américain une année et un accord de libre-échange nord-américain l'année d'après, et peut-être jouer avec les différentes régions, car le pays existe pour le long terme.

Le mandat accordé au gouvernement actuel n'est que temporaire. Les décisions que nous avons vu prendre depuis 1984 se sont attaquées au cœur même du pays. De l'avis de la majorité, ces décisions ne vont certes pas dans les intérêts les meilleurs du pays.

Les Canadiens veulent avoir la chance de décider de choisir un nouveau gouvernement. Sur le plan économique, il y a des Canadiens qui souffrent dans toutes les régions du pays.

Quel était le mandat du premier ministre en 1984? Opérer un renouveau économique et créer des emplois, encore et toujours des emplois, du jour au lendemain par-dessus le marché. Or, nous venons de passer deux semaines dans nos circonscriptions. On ne pouvait pas entrer dans un café, on ne pouvait pas recevoir quelqu'un dans son bureau de circonscription, on ne pouvait se rendre à un événement social un vendredi ou un samedi soir sans participer à des discussions animées avec des résidents de la circonscription sur la situation de l'économie.

Je rencontrais des personnes qui se retrouvaient au chômage pour la première fois et dont la dignité souffrait de devoir demander comment remplir une formule de demande de prestations d'assurance-chômage. Des étudiants qui ont fait des études et obtenu des diplômes ne peuvent se trouver un emploi. Des travailleurs plus âgés, de 55 ou 60 ans, qui ont une hypothèque et qui espéraient travailler encore quatre ou cinq ans sont licenciés. Personne ne veut investir en eux et la litanie se poursuit.

Demandez aux Canadiens s'il y a un renouvellement économique, si l'ALÉ aide les Torontois, si le fait que 400 000 emplois aient été perdus dans le seul secteur de la fabrication est de bon augure. Demandez-leur si un taux de chômage supérieur à 10 p. 100 dans l'une des principales villes internationales au monde, à savoir Toronto, est de bon augure. Parlez-leur aussi de Constitution, de la promesse de réconciliation nationale faite par ce gouvernement, et du fait que la Chambre est divisée comme jamais auparavant.